

Informations du Guatemala

4^e année, n° 173

Du 30 mai au 5 juin 1986

POLITIQUE

L'Acte de Paix ne sera pas ratifié
Le Groupe Contadora, renforcé
Les législateurs protègent les militaires
La répression militaire se poursuit : CUC
La violence augmente

ECONOMIE

La dette extérieure doit être renégociée

INSURRECTION

L'Armée viole les conventions de Genève

MOUVEMENT POPULAIRE

Création d'une coordination pour les emplois publics
Licenciement d'employés municipaux

DROITS DE L'HOMME

120 disparus en cinq mois
Le GAM présente un recours massif de réapparition
Assassinat d'experts agricoles
Assassinats et agressions
Enlèvement d'une femme et de mineurs d'âge
Amnesty International rend le gouvernement responsable

POLITIQUE

L'ACTE DE PAIX NE SERA PAS RATIFIE

Le 2 juin, le Président guatémaltèque, Vinicio Cerezo déclarait que les cinq pays d'Amérique centrale ne ratifieraient pas l'Acte de Paix du Groupe de Contadora, le 6 juin prochain.

Pour sa part, le Ministre des Relations Extérieures, Mario Quinonez a indiqué qu'il n'assistera pas à la réunion des Ministres des Relations Extérieures centre - américain de Contadora et du Groupe d'Appui, organisée par le gouvernement du Panama et qui se tiendra, le 6 juin dans la ville de Panama.

LE GROUPE CONTADORA, RENFORCE

Le 30 mai, diverses sources politiques et diplomatiques ayant assisté à la rencontre au sommet des Présidents centre-américains les 24 et 25 mai, concordaient à dire que ladite réunion a permis au Groupe de Contadora de sortir des débats renforcé. La rencontre a eu lieu dans la ville de Esquipulas et les propos des observateurs ont été publié par le journal mexicain "El Dia".

Selon ces sources, les tentatives visant à remplacer le Groupe de Contadora par le Parlement centre-américain furent neutralisées.

LES LEGISLATEURS PROTEGENT LES MILITAIRES

Le 30 mai, le Député Edmund Mulet indiquait qu'un projet d'annulation du décret 8-86, qui octroie l'amnistie aux responsables de violations des Droits de l'Homme, présenté au Congrès de la République par le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, le 27 mai, est à l'heure actuelle bloqué.

Le représentant précise que ce fait démontre l'intérêt pour l'organe législatif -à majorité démocrate-chrétien- de ne pas entamer des actions pénales contre les militaires.

LA REPRESSION MILITAIRE SE POURSUIT : CUC

Le 29 mai, le Comité de l'Unité Paysanne -CUC- dénonçait le fait que l'Armée guatémaltèque poursuit ses exécutions et ses campagnes répressives menées à l'encontre des travailleurs ruraux. Le CUC commémorait la tuerie de Panzos où, en 1978, les forces militaires avaient massacré plus de cent indigènes Kekchies.

LA VIOLENCE AUGMENTE

Le 28 mai, le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil Peralta déclarait que l'indépendance avec laquelle agissent certains corps de sécurité a provoqué une augmentation de la violence au Guatemala.

Rodil a précisé que la section d'intelligence de l'Armée (G-2) fonctionne de façon autonome par rapport aux plans de sécurité établis dans le Ministère dont il est responsable.

ECONOMIE

LA DETTE EXTERIEURE DOIT ETRE RENEGOCIEE

Le 30 mai, le député Hector Luna Troccoli indiquait que la dette extérieure et nationale qui atteint les sommes de, respectivement, 3 012 millions de quetzales (2.5 quetzales = 1 dollar) et 2 348 millions, devaient être renégociées.

Durant les quatre premiers mois de gestion démocrate-chrétienne, la dette publique a augmenté de plus de 500 millions de dollars, a ajouté Luna et il a estimé qu'en ce qui concerne les intérêts et le remboursement du capital, le gouvernement devra trouver pour les 5 prochaines années, plus de 2 277 millions de dollars, c'est-à-dire près de 46 % des revenus globaux perçus pour les exportations dans cette même période.

INSURRECTION

L'ARMEE VIOLE LES CONVENTIONS DE GENEVE

Le 31 mai, l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-, d'une des composantes de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- dénonçait les nouvelles violations commises par les Forces armées des conventions de Genève sur le traitement humanitaire qu'il convient de réserver aux prisonniers de guerre et sur les Droits des civils au cours des conflits internes et internationaux.

Selon l'ORPA, l'Armée utilise les paysans civils comme élément d'avant-garde dans les missions militaires de contrôle et de patrouille, qui récemment encore étaient la cause de la mort de trois civils, entrés en contact avec des mines explosives.

MOUVEMENT POPULAIRE

CREATION D'UNE COORDINATION POUR LES EMPLOIS PUBLICS

Le 28 mai; on apprenait de source officielle que les employés de différents secteurs d'Etat avaient décidé de créer une Coordination des Syndicats des Travailleurs de l'Etat, CSTE.

La gestion de la CSTE aura pour but de chercher des solutions aux multiples problèmes auxquels doivent faire face les employés d'Etat afin d'obtenir la personnalité juridique de leurs associations.

LICENCIEMENT D'EMPLOYES MUNICIPAUX

Le 29 mai, des centaines d'habitants de Santiago Atitlan, dans le département central de Sololà signalaient que le maire de la localité, soutenu par le gouvernement central a l'intention de procéder à des licenciements massifs et injustifiés parmi les travailleurs municipaux et, entre autre, des contrôleurs de marché, des commissaires et des policiers.

DROITS DE L'HOMME

120 DISPARUS EN CINQ MOIS

Le premier juin, Nineth Montenegro de Garcia, Présidente du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- dénonçait le fait qu'un total de 120 personnes ont été arrêtées, puis ont disparus, pour des raisons politiques depuis que le Président Vinicio Cerezo se trouve à la tête de l'Etat, c'est-à-dire en janvier de cette année.

La dirigeante de cette organisation humanitaire précise que ces données proviennent d'informations de la presse nationale et que les secteurs les plus touchés sont: les paysans, les étudiants et les milieux professionnels.

LE GAM PRESENTE UN RECOURS MASSIF DE REAPPARITION

Le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- présentait, le 30 mai, devant la Cour Suprême de Justice un recours de réapparition, en vie, pour les 1 467 victimes des disparitions forcées.

La CSJ a reçu ce recours et a désigné pour l'exécuter le juge Olegario Labbe.

ASSASSINAT D'EXPERTS AGRICOLES

Joel OLiva Lira et Waldemar Duarte Fernandez, professeurs de l'Institut Technique d'Agriculture, de Barcenás, département de Guatemala, ont été assassinés et enlevés, respectivement, le 30 mai, par des effectifs de sécurité gouvernementale. Ces informations ont été divulguées, le 31 mai par les proches des victimes.

De même, des organisations de secours ont relaté avoir découvert dans un ravin de la ville de Guatemala, les cadavres de deux personnes, homme et femme, ayant été torturés.

ASSASSINATS ET AGRESSIONS

L'agriculteur Miguel Enrique Granados, âgé de 24 ans et son épouse, 19 ans, ont été assassinés, le 27 mai, par des hommes qui les ont attaqués en ouvrant le feu dans le village de Estanzuela, municipalité Nueva Santa Rosa, dans le département oriental de Santa Rosa.

Les commerçants Esteban Choy Estrada et Jose Rolando Morales Espana, respectivement âgés de 26 et 41 ans, ont été agressés et blessés par balles, le même jour, par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales alors que les victimes se trouvaient à bord d'un autobus près des rives du lac Amatitlan, à quelques 30 kilomètres au sud de la ville de Guatemala.

ENLEVEMENT D'UNE FEMME ET DE MINEURS D'AGE

Le 29 mai, des voisins des victimes dénonçaient leur enlèvement par des hommes qui circulaient à bord de véhicules officiels et qui, le 28 mai, s'étaient emparés de madame Rosa Arriaga de Castillo et ses trois enfants, tous mineurs, dans une zone du sud de la capitale.

Dans la municipalité de Tactic, située dans le département Alta Verapaz, des forces gouvernementales enlevaient et torturaient, le même jour, le commerçant Juan Jacobo Tom, qui a dû être conduit dans un état grave dans un centre de secours.

AMNESTY INTERNATIONAL REND LE GOUVERNEMENT RESPONSABLE

Dans un communiqué publié le 30 mai, les sections d'Amnesty International du Mexique et des Etats-Unis rendent le gouvernement et l'Armée guatémaltèques responsables de la capture et de la disparition de 11 paysans.

Les paysans ont été arrêtés dans diverses régions du pays au cours de ces cinq derniers mois.